

el

N°6
ETE 1990
10 FF

SALVADOR

BULLETIN D'INFORMATIONS ET DE SOLIDARITE

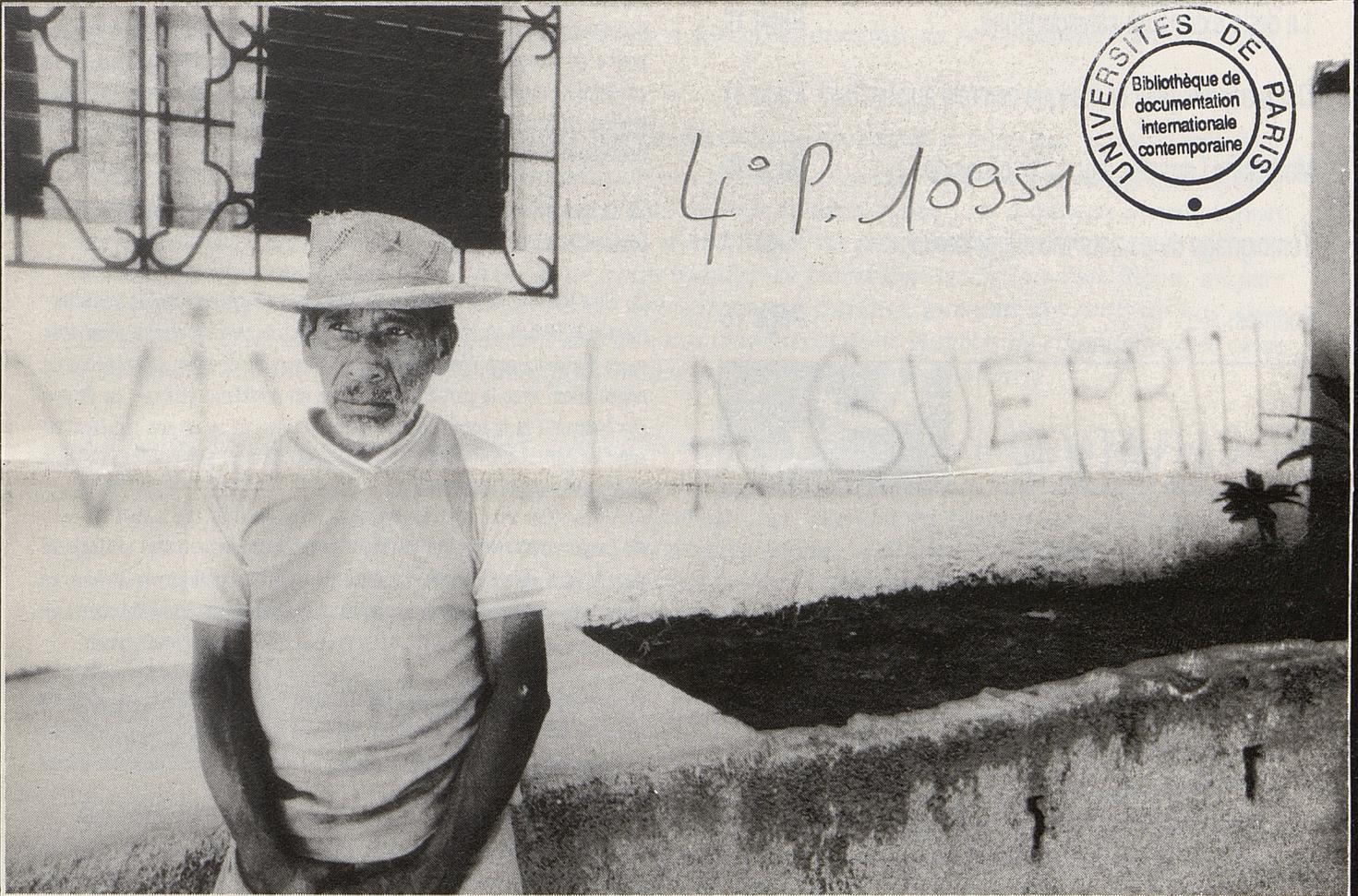
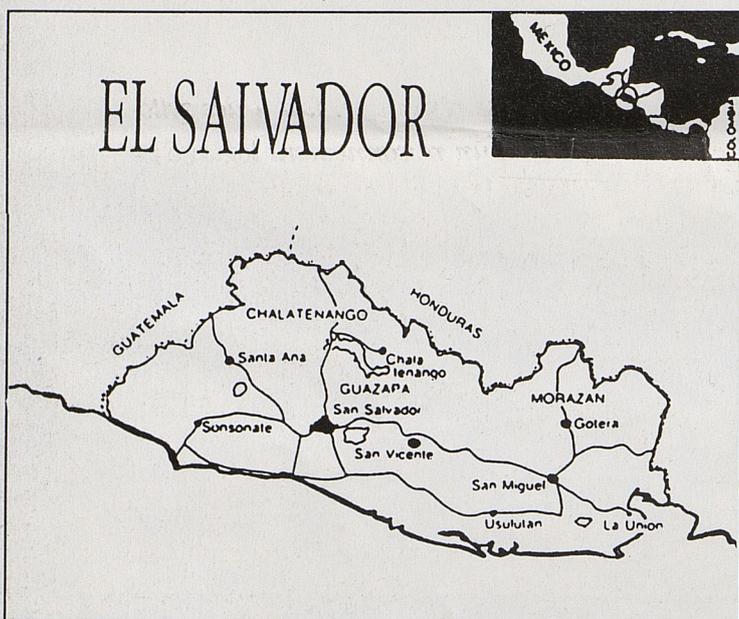


PHOTO: GERARD GUIT/CIRIC

OÙ VA LE SALVADOR ?

SOMMAIRE

Salvador: élections pour sortir de l'impasse? Interview de Guillermo Ungo, 19 mai 1990.	Page 4
Le point sur l'assassinat des six jésuites de la UCA.	Page 6
Torola, un village qui lutte pour une vie meilleure.	Page 7
La dette extérieure salvadorienne.	Page 10
Quels espoirs pour l'Amérique centrale aujourd'hui?	Page 11
Madeleine Lagadec: nous n'oublions pas.	Page 12
Témoignage du docteur Marc Ingelbrecht.	Page 14
Poèmes.	Page 16



SOUTENEZ LE BULLETIN !

ABONNEZ-VOUS

**MINIMUM 60 FRANCS
POUR UN AN
ET AU MOINS SIX NUMEROS.**

*Pour toute commande
ou information, écrivez à :*

Mme Nady Granier 3, Boulevard Saint Martin 75003 PARIS
Versement des chèques au nom de Mme Nady Granier

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'ONU

Après la rencontre de Genève, présidée par le secrétaire général, entre des représentants du gouvernement salvadorien et du Front Farabundo Martí de Libération Nationale.

(Extraits)

1. Le but du processus est de mettre un terme au conflit armé par la voie politique dans les délais les plus brefs, d'impulser la démocratisation du pays, de garantir le respect strict des droits de l'homme et de réunifier la société salvadorienne.

L'objectif initial est de parvenir à des accords politiques sur la cessation de l'affrontement armé et de toute action portant atteinte aux droits de la population civile, ce qui devra être vérifié par les Nations-Unies et soumis à l'approbation du Conseil de Sécurité. Cette étape franchie, le processus devra conduire à l'établissement des garanties et conditions nécessaires à la réintégration, en toute légalité, des membres du FMLN dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays.

2. Le processus se fera sous les auspices du secrétaire général de façon continue et ininterrompue.

3. Pour garantir le bon résultat du processus de négociation, le gouvernement et le FMLN acceptent une méthode qui sera mise en oeuvre selon deux types d'activité complémentaires : le dialogue direct entre commissions de négociation, avec la participation active du secrétaire général ou de son représentant ; et la médiation du secrétaire général ou de son représentant entre les parties, en veillant à ce que le gouvernement tout comme le FMLN s'engagent au plus haut niveau...

4. Le gouvernement et le FMLN conviennent que le processus s'effectuera dans la plus stricte réserve. La seule information publique sur sa mise en oeuvre sera celle donnée par le secrétaire général ou son représentant autorisé.

5. Le secrétaire général pourra discrètement avoir des contacts confidentiels avec des gouvernements des Etats membres des Nations-Unies ou avec des groupements d'Etats susceptibles d'aider au succès du processus grâce à leurs conseils et à leur soutien.

6. Le gouvernement d'El Salvador et le FMLN sont d'accord sur le fait que les partis politiques et d'autres organisations sociales représentatives existant en El Salvador jouent un rôle important dans la recherche de la paix. Ils reconnaissent également la nécessité, tant pour le gouvernement que pour le FMLN, de disposer de moyens appropriés et permanents d'information et de consultation auprès des dits partis et organisations sociales du pays, qui doivent pour leur part s'engager à observer la réserve nécessaire à la bonne marche du processus de dialogue. Quand elles le jugeront nécessaire - et d'un commun accord - les commissions pourront inviter des représentants des partis et des organisations pour bénéficier de leurs apports.

7. Le gouvernement et le FMLN reconnaissent également l'utilité, pour le secrétaire général, d'entretenir des contacts avec les personnes et les entités salvadoriennes susceptibles de contribuer à ces efforts.

Genève, le 4 avril 1990

Signé par les représentants du gouvernement, du FMLN et par le secrétaire général de l'ONU.

Traduction DIAL, 43 Ter, rue de la Glacière, 75013 Paris



EDITO

A l'occasion d'une récente émission d'Apostrophes, F. de Closets qui présentait son livre "Manips", nous a dit son horreur des révolutions qui manipulent les peuples et ne font, en fait, à ses yeux, que préparer le lit de nouvelles tyrannies.

Il s'est bien gardé cependant de parler de l'immense "manip" dont nous sommes l'objet ces derniers temps, qui repose sur le précepte bien connu selon lequel les ennemis de nos ennemis sont nos amis, comme d'ailleurs les amis de nos amis.

C'est armée de ce puissant outil logique, simple, facilement accessible à tous, que notre classe politique, quasi-unanime, estime que les ennemis de nos ennemis, entendez les gouvernements salvadorien et guatémaltèque, dont l'anticommunisme est une seconde nature, et qui sont d'ailleurs aussi les amis de nos amis, entendez les alliés des Etats-Unis d'Amérique, ne peuvent être que nos amis, un peu encombrants certes parfois, mais assurés de notre indulgence bienveillante. De la même façon, on jette le discrédit sur tous ceux qui s'opposent à ces gouvernements puisque, ennemis des amis de nos amis ou amis de leurs ennemis, ils ne peuvent être que nos ennemis et donc suspects de complicité avec ceux qui veulent déstabiliser nos démocraties pour mettre en place un système totalitaire.

La pensée politique de nos idéologues, celle qu'ils expriment au moins, se résume en fait à des syllogismes, ce qui est un peu court au pays de Voltaire. Chacun sait qu'avec un raisonnement logique de ce type on démontre aisément qu'un cheval borgne est cher : un cheval borgne est rare or ce qui est rare est cher donc un cheval borgne est cher. On dira de même : le Salvador est soutenu par les Etats-Unis or les Etats-Unis sont pointilleux sur le respect de la démocratie donc le gouvernement salvadorien est démocratique ; ou bien : le gouvernement du Salvador a organisé des élections or les élections caractérisent la démocratie donc le gouvernement salvadorien est démocratique. On peut multiplier les exemples qui permettent à nos idéologues de nous démontrer que les gouvernements qui écrasent leurs peuples construisent la démocratie et que ceux qui les gênent dans leurs efforts sont complices des tyrans potentiels.

En fait cette logique formelle est stupide mais elle devient intolérable lorsque ces manoeuvres idéologiques obscurcissent le champ de la conscience de nos hommes politiques au point d'en arriver à gommer leurs propres préoccupations éthiques. Intolérable lorsqu'on en arrive à refuser de demander des comptes à un gouvernement dont l'armée a torturé et assassiné une jeune infirmière de notre pays. Gageons que si Madeleine Lagadec avait été infirmière des révolutionnaires roumains, des ennemis de nos ennemis, toute notre classe politique serait montée au créneau pour dénoncer cette atteinte majeure au droit d'ingérence et aux droits de l'homme.

Les régimes politiques qui oppriment les peuples ne sont pas démocratiques, quelles que soient leurs institutions, quelles que soient leurs proclamations et leurs cautions. Les révolutionnaires mais aussi d'autres, "réformistes" ou religieux, posent en Roumanie, en Amérique Latine mais aussi ailleurs, aux Philippines en Afrique du Sud et en Palestine, des questions de fond. Il s'agit d'y répondre autrement que par l'assassinat des contestataires, qu'ils soient révolutionnaires comme les "muchachos" du Salvador, sociaux-démocrates comme Oqueli ou jésuites, comme Ellacuria et ses compagnons.

Espérons que notre gouvernement, qui se proclame héritier des traditions de la Révolution de 1789, saura enfin le comprendre.

SALVADOR : ELECTIONS POUR SORTIR DE L'IMPASSE ?

INTERVIEW DE GUILLERMO UNGO, 19 MAI 1990

Question : Qu'est ce qui vous fait penser que la paix soit aujourd'hui, au Salvador, en meilleur chemin qu'auparavant ?

Guillermo Ungo : Quatre types d'éléments me rendent plus optimiste que par le passé. Tout d'abord, trois des principaux acteurs du conflit salvadorien ont, je crois, pris conscience qu'il n'était plus temps de continuer cette guerre. Le gouvernement Bush, au vu des résultats obtenus après dix ans de guerre de basse intensité, mais aussi sur la base de rapports du Pentagone, voit cette guerre comme une impasse. Le FMLN est lui aussi conscient de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de gagner militairement. Enfin, une partie de la droite commence à trouver que le coût économique de cette guerre est trop élevé.

Le menu du processus de négociation est aussi plus fourni que par le passé.

L'ex-président de la république Duarte posait comme préalable à toute négociation le désarmement de la guérilla. Le processus actuel comporte, par contre, un agenda plus fourni, accepté par le gouvernement, où figurent les thèmes de la démocratisation du pays, de la réforme du système judiciaire, de l'épuration des forces armées, et de l'organisation d'élections libres. Bien sûr, le gouvernement et nous-mêmes évaluons très différemment les avancées actuelles.

Certains facteurs, comme l'approfondissement de la crise économique et l'appui populaire au processus de paix, jouent aussi un rôle fondamental.

Enfin, les mécanismes du processus de négociation sont plus efficaces que par le passé. Les partis politiques sont maintenant associés aux décisions. La participation de l'ONU est aussi une garantie de sérieux.

Question : A quelles conditions pensez vous que le cessez-le-feu doive être accepté ?

Guillermo Ungo : Vous savez, au Salvador, il n'y a ni démocratie, ni démocratisation, ni ouverture démocratique. Il y a une démocratie restreinte à l'usage exclusif de la droite. Des espaces existent, qui ont été conquis, comme l'a fait l'opposition chilienne au temps de Pinochet. La condition préalable au cessez-le-feu doit donc être une ouverture démocratique. Celle-ci passe par un changement de l'attitude de l'armée, qui ne doit plus nous tolérer, mais nous respecter. Ce changement passe par une épuration collec-

Le processus de négociations pour la paix et la démocratie au Salvador s'accélère en ce moment, avec pour perspective des élections démocratiques en mars 1991.

A ce sujet, nous avons rencontré Guillermo Ungo, dirigeant du FDR. Et nous reproduisons une interview d'Ana Guadalupe Martinez commandante du FMLN, réalisée par Radio Venceremos.

tive des forces armées, et par l'adoption de sanctions. De la même manière que le gouvernement a mis en place une répression sélective contre la gauche, l'armée doit être nettoyée sélectivement.

Question : Quelles sont les garanties nécessaires pour qu'un processus électoral démocratique puisse se mettre en place ?

Guillermo Ungo : Il faut que le système électoral salvadorien soit modifié. Il est par exemple anormal que 30 % de la population salvadorienne en âge de voter n'aie pas reçu de carte d'électeur au cours du scrutin passé. D'autre part, le système politique est tel qu'on traite les partis de gauche comme des bonsais : dès qu'ils grandissent un petit peu, on leur arrache une partie des racines ! Ceci doit bien sûr disparaître. La supervision internationale des élections et du processus électoral est aussi un élément fondamental,

car elle permet de mesurer les efforts accomplis.

Question : Comment évaluez-vous l'offensive menée par le FMLN en novembre dernier ?

Guillermo Ungo : C'est assez compliqué : du point de vue militaire, il est pour moi clair que le FMLN avait le droit de mener cette offensive à bien. De la même façon que l'armée salvadorienne est en offensive permanente contre le FMLN, celui-ci a le droit d'attaquer. Ce sont les lois de la guerre. Par contre, au niveau politique, cette offensive pose certains problèmes. Tout d'abord, l'appel à l'insurrection lancé par le FMLN n'a pas été suivi. Je crois que le théâtre était mal choisi, car il a entraîné des bombardements massifs contre les populations civiles. Pour résumer, je crois que l'offensive a eu des résultats très limités, et un coût politique très élevé, car la répression qui a suivi a été très forte et a réduit les petits espaces politiques.

Deux choses positives sont tout de même à signaler. Cette offensive a fini de convaincre les USA qu'ils ne gagneraient pas cette guerre. Et l'oligarchie a pris peur en la voyant chez elle.

Question : Si la Convergence démocratique accède au pouvoir, comment voyez-vous vos relations avec les États-Unis ?

Guillermo Ungo : Les États-Unis traversent une période difficile. L'Europe est en train de croître rapidement, et le Japon est maintenant une super puissance. Les États-Unis devront donc, un jour ou l'autre, voir

l'Amérique latine comme un marché, et donc contribuer à y élever le pouvoir d'achat. D'autre part, il est de plus en plus difficile de voir des communistes partout, ce qui peut les rendre moins paranoïaques. Après des décennies de "jeu sale", ils vont peut-être se mettre à jouer proprement. Ceci n'exclut pas la confrontation, mais à partir de règles plus propres.

Question : Quel doit être selon vous le travail des mouvements de solidarité européens ?

Guillermo Ungo : Les mouvements de solidarité doivent faire pression sur les centres de pouvoir. Les pays européens se sont désintéressés de l'Amérique centrale lors des deux mandats de Reagan, qui était insensible aux pressions internationales.

Il faut changer cela. En ce qui concerne les élections, la solidarité a comme devoir d'observer les conditions de préparation et de déroulement de celles-ci. Il y a des vérités à divulguer : le Salvador, qui est deux fois plus peuplé que le Nicaragua n'a eu qu'un million de votants en 1989, alors qu'un million six cent mille personnes ont voté au Nicaragua.

Question : Quelle est votre programme économique ?

Guillermo Ungo : Tout dépend des conditions dans lesquelles nous accéderons au pouvoir. Nous devons réaliser des alliances, faire des concessions. Il faudra donc essayer de promouvoir les réformes qui bénéficient le plus possible au peuple, et freiner les autres. Ceci dit, nous croyons au bien fondé de l'économie mixte, c'est-à-dire une économie de marché où l'Etat intervient.



Gérard Guitt/CIRIC

INTERVIEW PAR RADIO-VENCEREMOS DE LA COMMANDANTE ANA GUADALUPE MARTINEZ MEMBRE DE LA DELEGATION DU FMLN A LA REUNION DE GENEVE

Question : Nous avons ici un processus de négociation différent des précédents. Néanmoins, j'ai quelques doutes quant à la possibilité d'une négociation sérieuse. A cause de la position des forces armées, et parce qu'aucun calendrier de négociation, ni aucune date de prochaine rencontre n'ont encore été fixés. Un des principaux thèmes sera le cessez-le-feu. Est ce que cela ne sera pas un problème pour le FMLN ?

Ana Guadalupe Martinez : Je crois que cela est bien expliqué dans le document qui a été signé aujourd'hui ; il prévoit que, précisément, il doit y avoir tout un ensemble d'accords préalables avant d'arriver à un cessez-le-feu ; c'est justement cela qui réfute la thèse du gouvernement selon laquelle, au Salvador, l'unique problème qui resterait à résoudre serait l'incorporation du FMLN au processus de démocratisation. Ce qui a été obtenu, justement, dans ce document, c'est que soit établi le fait, qu'au Salvador, il n'y a pas de démocratie, et qu'il y aura un cessez-le-feu quand on aura avancé sur la voie de la démocratisation dans ce pays. Qu'est ce que cela signifie ? Que la lutte armée au Salvador demeure légitime, demeure une garantie de changement...

Il est évident que la guerre va continuer à être un facteur déterminant du processus de négociation. On ne peut pas croire que, comme la négociation a commencé, ce ne sera plus la peine de rester sur le pied de guerre et à l'offensive. Au contraire, nous pensons qu'à présent, les deux parties étant face à face, elles vont tenter de garder chacune un rapport de force sur les plans militaire, politique et social, pour pouvoir imposer à l'autre ses posi-

tions sur le terrain de la négociation. Pour cette raison, le FMLN doit rester fort et tenir bon, non seulement sur le plan militaire, mais aussi par ses appuis officiels (légaux) à l'intérieur du pays. Il doit aussi avoir le soutien d'une large solidarité internationale, qui lui permette de montrer qu'il ne vient pas seul à la table des négociations, que l'aspiration à un changement réel au Salvador est partagée, non seulement par différents secteurs sociaux dans le pays, mais aussi par une énorme quantité de forces au niveau international, et que cela va faire pression pour faire céder le gouvernement salvadorien. Car la question véritable n'est pas que le FMLN désarme et se transforme en parti politique, mais qu'il y ait un processus de changements réels dans le pays...

Question : Parlons un peu de ces élections... La participation électorale du FMLN, d'une manière ou d'une autre, et sous conditions, dont la réforme des forces armées, est d'ores et déjà une perspective concrète. Reste la question de savoir comment réaliser cette réforme à travers la négociation si les forces armées, jusqu'à présent, n'y participent pas.

Ana Guadalupe Martinez : Tout d'abord, il faut dire que la lutte armée du FMLN est devenue légitime pour de nouvelles catégories de la population, du fait qu'il va lutter pour des élections libres. Ses armes se sont transformées en garanties pour des élections libres au Salvador... Aujourd'hui, qu'attend le FMLN de ce processus ? Tout d'abord nous ne pouvons pas croire qu'il sera facile, ni court. Il s'en faut de beaucoup, particulièrement sur le plan politico-militaire, pour que l'armée soit convaincue qu'elle ne

peut continuer à monopoliser le pouvoir dans ce pays. Nous prévoyons donc un processus lent de négociation, qui va peu à peu créer des espaces politiques, mais qui ne va pas donner la paix en quinze jours au Salvador. On ne peut pas dire que la paix sera signée pour décembre de cette année. Pourquoi décembre ? Parce que c'est le mois où commence la campagne électorale pour les élections de mars. Ainsi nous croyons qu'en décembre, des espaces auront été conquis, mais pas directement pour le FMLN qui se serait alors converti en mouvement politique. Nous ne prévoyons pas pour nous une participation électorale directe, si ce n'est peut-être au cours d'un processus beaucoup plus long ; mais nous pouvons passer des accords avec le gouvernement et l'opposition pour faire en sorte que les élections aient lieu et que leurs résultats soient fiables. Entre aujourd'hui et décembre, il pourrait y avoir des espaces politiques où pourraient s'exprimer la Convergence démocratique et le Parti démocrate-chrétien, des élections qui subiraient moins de pressions que celles de l'année dernière, avec des garanties pour les partis d'opposition, l'établissement d'un nouveau système électoral, avec observation et contrôle international etc. Le FMLN devrait alors le prendre en compte, et ne pourrait pas garder le même mot d'ordre de boycott électorale que jusqu'à présent. Mais, bien sûr, s'il n'y a pas un minimum d'avancée sur ce terrain, je crois que la Convergence démocratique et même la Démocratie chrétienne devraient remettre en question leur participation électorale, parce que sinon ils iraient directement à la défaite...

Question : Tu parles de soutenir la Convergence démocratique ou la Démocratie chrétienne, qui il y a peu de temps, au gouvernement avec Duarte, a exécuté les plans contre-insurrectionnels des États-Unis.

Ana Guadalupe Martínez : Il y a un an et demi, notre ennemi direct, c'était la Démocratie chrétienne, car c'était elle qui était au gouvernement. Mais aujourd'hui, la Démocratie chrétienne a le même ennemi que nous, l'ARENA... En ce moment, il faut le dire, ils sont persécutés ; ils ont eu des prisonniers, ils ont souffert... Nous n'avons pas fait le projet de soutenir la Démocratie chrétienne aux prochaines élections.

Nous avons notre propre allié politique, qui est la Convergence. Si la Convergence parvient à un accord avec le PDC, nous devons examiner si, sur la base de cet accord, il est possible que nous soutenions indirectement la coalition, en n'appelant pas au boycott, par exemple ; mais nous n'allons pas dire non plus "Votez pour la Démocratie chrétienne", ce n'est pas possible. Mais nous ne pouvons pas d'avantage, devant une alliance Convergence-PDC, fermer les yeux, et dire que comme ils se présentent ensemble, nous allons boycotter les élections. Ce serait totalement contradictoire avec toute l'analyse que nous avons faite, sur la nécessité d'enlever la majorité à ARENA...

LE POINT SUR L'ASSASSINAT DES SIX JÉSUITES DE LA UCA.

Au début du mois de mai, un groupe de parlementaires américains a publié un rapport sur l'affaire de l'assassinat des six jésuites de l'Université Centro-américaine, de leur cuisinière et de sa fille. Ils concluent que les autorités salvadoriennes n'ont pas réellement cherché à retrouver et juger tous les responsables de ces meurtres.

Ce rapport constate que l'enquête est au point mort. Il récuse la thèse des officiels salvadoriens et américains selon laquelle seuls quelques individus incontrôlés seraient à l'origine du massacre, par contre, il affirme que le meurtre de ces prêtres est symptomatique d'une "attitude de soupçon et de haine envers les secteurs progressistes de l'Église, haine qui reste trop répandue dans les forces armées".

Il dénonce les lenteurs de la procédure et affirme qu'il est de moins en moins probable que justice soit rendue un jour.

Par ailleurs un article du *New-York Times* en date du 6 mai fait le point de l'enquête judiciaire en cours au Salvador. Actuellement neuf militaires, dont un officier supérieur le lieutenant-colonel Guillermo Alfredo Benevides Moreno, font l'objet de poursuites.

D'importantes pièces à conviction, comme l'agenda du colonel Benavides, ou le registre des entrées de l'école militaire qu'il dirige ont disparu, ce qui empêche d'établir avec précision qui il a rencontré avant ou après les faits, et s'il a pu agir sur ordre. En outre, quatre soldats qui étaient de garde à l'école militaire la nuit des meurtres ont été envoyés en stage à l'étranger et ne sont pas disponibles pour témoigner. Deux autres témoins convoqués devant la cour ne se sont pas présentés.

La Cour suprême du Salvador a donné ces éléments en réponses aux critiques qui lui sont adressées au sujet de la lenteur de l'enquête, des diplomates étrangers confirment la réticence de l'armée à coopérer avec la justice et que les autorités chercheraient à couvrir des officiers de haut-rang impliqués dans le massacre.

Aux États-Unis, ces faits relancent la discussion sur l'aide du gouvernement américain au Salvador. Le Congrès et le Sénat doivent discuter prochainement des amendements qui lieraient une partie des crédits au comportement du gouvernement salvadorien en matière, entre autres, de droits de l'homme. Et il semble exclu, pour l'instant, que l'administration Bush trouve facilement un consensus sur l'aide au Salvador.

TOROLA : UN VILLAGE QUI LUTTE POUR UNE VIE MEILLEURE

Torola, petit village niché au pied d'un volcan éteint, est pratiquement désert depuis 1983, à la suite d'un bombardement terriblement "efficace". En 85 lors de l'opération militaire "Torola 5", le bataillon Leon en brûla une bonne partie. Aujourd'hui seize familles seulement y vivent.

La majorité de la population, huit cent personnes, habite dans des "caserios". Ils subsistent essentiellement grâce au sisal dont ils retirent la fibre qu'ils tissent ensuite pour faire cordages et hamacs.

Mon transfert dans cette zone, fin 86, me remplissait de joie car, selon les dires, Torola était plutôt tranquille : l'ennemi n'y pénétrait pas souvent... Mon nouveau travail : prendre en mains le dispensaire et donner un "cur-sillo" de premier niveau à neuf "compas" âgés de 16 à 33 ans.

Et pourtant... le deuxième jour du cours, alors que nous terminions la première classe, sur le coup de midi, nous entendons le moteur d'un C47 qui se dirige vers la zone, puis celui d'un hélicoptère. En moins d'une minute, commence un festival de roquettes et de rafales de mitrailleuse. Chacun cherche un tronc d'arbre ou un refuge naturel pour s'abriter. Tout le monde pense : une attaque aérienne (fréquentes ces derniers temps), ça va passer. C'est alors que nous voyons arriver, en file indienne, cinq hélicoptères de transport de troupes. Plus le temps de ramasser nos affaires... nous partons, un peu en débandade, trois par ici, cinq par là, le plus gros du dispensaire vers la rivière. Nous perdons la plus grande partie du matériel !

L'après-midi s'écoule lentement, pleine de questions sans réponse et d'angoisse : où sont les autres ? S'en sont-ils sortis ? Que fait l'ennemi ? A cinq heures, nouveau mouvement aérien : les soldats s'en vont après avoir ratissé la zone autour du dispensaire.

Dans la soirée, nous sommes à nouveau réunis dans le campement complètement détruit... et nous faisons le bilan : deux compagnes mortes, après avoir été torturées; Lolita disparue. Nous sommes malheureux, inquiets, la nuit sans lune ne nous rassure guère, mais nous sommes là... encore en vie. Mi-janvier 87, en pleine fête patronale du village, nouvelle attaque aérienne avec débarquement de troupes hélicoptérées au lieu-dit "La Laguna", et même tactique : après un ratissage, l'ennemi repart, laissant une petite unité en embuscade. Huit morts, neuf blessés. "Victoire" militaire pour l'armée, mais qui lui coûte cher politiquement : les bombes ont détruit les maisons, tué des civils. Les habitants dénoncent les faits à la presse et aux organisations humanitaires, ils expriment leur colère et condamnent cette armée qui les assassine pour le simple fait qu'ils vivent dans des zones sous le contrôle de la guérilla. Avec l'arrivée de nouveaux blessés dans cette attaque, le dispensaire se remplit : les brigadistes passent à la pratique. L'heure des pansements est toujours crainte : certains brigadistes ont la main douce,

Nous publions ci-dessous le récit d'une tranche de vie d'Arely, infirmière française, amie de Madeleine LAGADEC, de retour du Salvador où elle a passé cinq années dans les hopitaux des zones de guerre.

d'autres un peu rèche ; les blessés jurent ou serrent les dents mais quand tout est terminé, la bonne humeur revient. Les patients en meilleur état vont cueillir des oranges, enterrent des bananes pour les faire mûrir, ramassent des plantes pour améliorer nos repas.

Maria, la cuisinière, s'en réjouit : une soupe de bananes vertes et de fleurs d'izote, c'est quand même meilleur que du riz à l'eau.

Festin suprême quand un "compa", d'un coup de fusil bien placé, ramène un chevreuil ou un tatou !

Tout semble marcher à la perfection et pourtant, régulièrement, il faut faire la réunion d'évaluation du fonctionnement du dispensaire : de façon générale, le travail s'accomplit bien, mais V... , notre responsable, nous trouve trop mous et indisciplinés. Nous lui reprochons d'être trop militaire. Il faudra donc trouver un compromis, chacun devra y mettre du sien jusqu'à la prochaine réunion.

Les classes s'achèvent au bout de deux mois et c'est l'occasion de faire la fête : des sketches, des jeux, du riz au lait, un bal en famille... puis les nouveaux brigadistes repartent vers leurs campements respectifs, avec une trousse de soins bien garnie...

Mi-mai, la saison des pluies s'est installée. Nos arrivons à avoir jusqu'à six blessés dans le dispensaire, dont trois graves. C'est Dona T... qui nous prépare les repas, ses gamins qui nous les apportent, son mari qui vient aux nouvelles et qui nous donne les informations sur les positions ennemies. Dona Ch..., la grand-mère, aimerait bien nous rendre visite, mais le lieu où nous sommes est difficile d'accès pour elle : avec les pluies, les pierres sont glissantes ! La nuit, nous descendons à tour de rôle chez eux pour stériliser le matériel (compresses, bandes, pinces, etc...) et faire bouillir l'eau pour les pansements du lendemain. C'est l'occasion de papoter, de rire, de plaisanter devant un bon café, de nous rassurer aussi. De temps en temps, une consultation nocturne, mais notre "secret" est bien gardé : les gens chez qui nous allons sont persuadés que nous sommes de passage. Nous resterons un mois avec cette famille si attachante, si disponible et si active, comme tant d'autres familles du Morazan.

Puis nous déménageons dans une grotte perchée sur une hauteur et nous bouleversons nos habitudes : de jour nous restons cachés et inactifs, la nuit nous changeons les pansements et, à l'aube, nous remettons le matériel sale aux personnes qui nous apportent les repas ; elles nous le rapportent stérilisé le soir, en même temps que le souper et les infos du jour. Abri provisoire, car il n'y a de l'eau que lorsqu'il pleut et les moustiques, véritable plaie, sont agressifs et bruyants.

Nous nous installerons donc dans un "caserio" où la population nous proté-

ge par son silence et nous donne affection et appui. Une section de soldats honduriens* traverse le hameau : silence de mort, palpitations... Une unité de "compas" avertie de cette présence ennemie, leur tend une embuscade à la sortie du hameau et les met en débandade. Une fois la tension calmée, ce petit événement - du direct ! - alimentera les discussions jusqu'à la prochaine incursion, qui ne saurait tarder.

Fin juillet, l'armée se retire et la relève n'arrive qu'une semaine plus tard : nous en profitons pour faire passer vers l'arrière les trois blessés qui ne peuvent pas marcher et nous retrouvons notre mobilité, comme poste de secours. Notre liberté de manoeuvre est toujours réduite mais c'est suffisant: il nous faut bouger en permanence, par petits groupes, être sans cesse sur le qui-vive... des avions, un coup de feu, "compas" ou "cuilios" ?

Fin septembre, les pluies s'arrêtent trop tôt. Les paysans se plaignent de la sécheresse qui leur fera perdre les récoltes de sorgho et de haricots rouges. 88 sera une autre année de privations, les prix montent de façon exorbitante, les civils s'affligent : que mangeront-ils quand il n'y aura plus de maïs ? Peut-être la Croix Rouge Internationale viendra-t-elle répartir quelques vivres, mais ce n'est pas évident, car souvent l'armée lui refuse le passage.

Chez nous aussi, une petite inquiétude s'installe : cette sécheresse précoce

rend les manoeuvres plus difficiles... Heureusement, fin novembre, l'Atlacatl (ndr : bataillon d'élite) quitte Torola et le Morazan. Les "compas" les attaquaient toutes les nuits, les empêchant de fermer l'œil, et c'était l'effet recherché, leur mettre les nerfs en boule.

Huit mois de manoeuvres nous ont épuisés, mais les mois suivants étant tranquilles, nous récupérons énergie et moral pour affronter 88, année des inondations et de la préparation de l'offensive.

* Les soldats honduriens franchissent fréquemment la frontière, en accord avec le commandement de l'armée salvadorienne, pour prendre la guérilla à revers. Caserio: hameau. Compa: diminutif affectueux pour compagnon, utilisé surtout dans la guérilla. Cuilio: argot paysan, initialement, voleur, aujourd'hui, soldat.

Ndr: au sujet de la guerre dans le Morazan, département à l'est du pays, lire le livre du prêtre belge Rogelio, "Mourir et Vivre au Morazan" et voir l'excellent film "Cuscatlan", de Peter Chappel. Livre et cassette video disponibles chez E.D.E.S., 7 passage Cottin, 75018 Paris.



*Torola: l'église
(Morazan)*

LES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE NORD-AMERICAINES

L'ensemble du peuple des Etats-Unis n'est pas complice de son gouvernement. Le Congrès finance l'armée, mais beaucoup de nord-américains financent les organisations populaires du Salvador. L'article ci-dessous, extrait de "Témoignage Chrétien", a été écrit par le professeur Brian Thompson, de l'Université du Massachusetts à Boston.

Depuis trois ou quatre ans, des municipalités américaines - de Berkeley en Californie à Cambridge dans le Massachusetts - se jumellent officiellement avec des villes ou villages centraméricains, surtout salvadoriens, pour faire ce qu'elles peuvent pour les protéger des abus et les aider à surmonter les effets d'années de guerre et de répression. Un vote unanime du conseil municipal de Cambridge, en mars 1987, en a fait la "sister city" (la cité soeur) de San José Las Flores, dans le Chalatenango.

Chassés de leur village détruit, comme beaucoup d'autres, par l'armée salvadorienne en 1984 dans l'effort d'enlever au FMLN toute aide populaire en "vidant l'océan" de toute population civile, les résidents survivants ont décidé de regagner leur village en 1986 pour y rebâtir leur vie en dépit d'une pression militaire constante. Ils ont fait appel au soutien des citoyens de Cambridge qui, depuis, ont envoyé neuf délégations pour nouer des contacts personnels, pour apporter une aide matérielle collectée par le Sister City Committee, et surtout pour protéger autant que possible les citoyens de San José Las Flores des abus de l'armée salvadorienne.

L'un des moyens les plus efficaces est l'action de NECAM (Réseau centraméricain en Nouvelle Angleterre). Lorsque NECAM reçoit un rapport d'arrestation, de torture, de "disparition", d'attaque militaire contre les civils, il envoie des centaines de télex aux autorités centraméricaines et américaines au nom de ses membres qui ont donné leur accord préalable. Ces derniers font également pression sur leurs représentants à Washington qui, à leur tour, téléphonent aux responsables. La lumière ainsi jetée sur des actions que l'on aurait préféré tenir secrètes a sûrement contribué à diminuer la torture, à "retrouver" des disparus, à sauver des vies.

L'armée salvadorienne a empêché certaines délégations officielles de se rendre à San José Las Flores à cinq heures de marche du chef-lieu comme elle a empêché la livraison de médicaments, de matériaux de construction, de chlore pour le nouveau système de purification de l'eau. Pourtant, fin mars, au moment où l'on commémorait Oscar Romero à Washington, cinq délégations américaines ont pu se réunir à San José avec des représentants de toutes leurs "sister cities" salvadoriennes pour trois jours de fête, de partage, d'espoir. En dépit des bombardements, des harcèlements continus, à San-José, on a ajouté une aile à l'école, monté un dispensaire qui sert pour toute la région, démarré une coopérative de couture. Il reste du travail sur la planche, tant au Salvador qu'aux Etats-Unis. Espérons qu'il y aura assez de "subversifs" pour le faire. **Comment ne pas partager cette conclusion ?**

RAPPORT DE LA COOPERATIVE ...

1) La récolte 89-90 a donné les résultats suivants : 1580 quintaux de maïs, 80 q. de haricots, 515 q. de sorgho, 100q. de navets, 10 q. de tomates, 300 q. de pastèques et 200 q. des haricots verts. (Un quintal = 100 livres = 45 kgs).

2) Education : l'enseignement va seulement de la maternelle au "sexto grado" (CM2 français). Il y a sept professeurs, tous issus de la communauté, qui ont été formés à différentes occasions, jeunes en majorité, de 13 à 18 ans. Seul le coordinateur a 55 ans. Les effectifs sont les suivants (total=149 élèves) : maternelle 55, 1^o grado 40, 2^ogr. 15, 3^ogr. 13, 4^ogr. 20, 5^ogr. 20, 6^ogr. 6.

3) Pastorale : une réunion par semaine avec les adultes, catéchisme avec les enfants une fois par semaine, messe une fois par mois avec un père jésuite. En février, 30 enfants ont fait leur première communion : il y eut une fête avec des piñatas. Nous avons un chœur qui intervient pendant les messes et les réunions de prédication de la parole.

4) Santé : nous avons six "promoteurs" qui ont été formés par le CAPS de l'Archevêché de San Salvador à la médecine préventive et curative, avec utilisation de médicaments ou de plantes.

Quatre personnes ont également été formées pour donner des soins dentaires (Ndt : voir le projet de "dentistes aux pieds nus") et nous avons fait le projet d'installer un dispensaire à S.D. avec trois autres communautés du département, dont le coût est estimé à 75 000 colones (env. 10 000 dollars), pour lequel nous recherchons un financement.

5) Construction : nous n'avons pu réaliser que peu d'investissements dans ce domaine par manque de moyens. Nous avons cependant construit une canalisation de deux km pour avoir au moins un peu d'eau potable. Nous avons également creusé un puits et continuons à résoudre ce problème petit à petit. (Ndt : en fait le problème de l'eau ne peut être résolu que par un investissement très important, comprenant l'installation de l'électricité et d'un système de pompage).

6) Cette année 1990, s'est réorganisé le comité de vigilance dont l'importance est grande puisque c'est lui qui contrôle les comptes de la communauté. Il est constitué de cinq personnes, dont un comptable, qui ont l'obligation de demander des rapports au conseil d'administration et au conseil de direction de la communauté et de présenter eux-mêmes un rapport aux assemblées générales.

7) Nous avons créé également le comité de commercialisation qui se charge d'acheter et de vendre les produits de la communauté. Il est constitué de quatre personnes qui achètent les produits pour la boutique populaire qui est une propriété de la communauté. C'est lui aussi qui vend les productions de la coopérative, comme les œufs, le maïs, les haricots, le sorgho et le miel.

Il nous semble intéressant de publier ci-dessous le rapport 1989 d'une coopérative de personnes déplacées, soutenue par des organisations françaises.

8) Pour diriger l'ensemble, le comité de direction comprend cinq personnes, chacune agissant dans les limites de ses compétences et dans le cadre des responsabilités qui lui ont été confiées par la communauté.

Ce comité veille au bon fonctionnement de l'ensemble de la communauté, convoque et anime les assemblées générales, gère les projets, partage avec le comité de vigilance le contrôle de la comptabilité et sa présentation à la population, veille à la répartition équitable des produits et organise les cours de formation pour les différentes aires de travail.

rentes aires de travail.

Nous vous informons que nous avons obtenu l'année dernière l'approbation par CARITAS d'Autriche d'un projet de développement intégral, constitué de sept projets dont certains ont été financés mais d'autres non.

Le projet financé et exécuté est l'achat d'un camion de 8 tonnes.

Les projets financés mais non encore réalisés sont une boulangerie, un élevage de mille poules et une cordonnerie.

Le projet d'école a été approuvé mais pas financé.

Le projet d'adduction d'eau a été réalisé grâce au financement de Terre des Hommes, qui a permis aussi de faire les cultures d'été de haricots verts, de pastèques, de navets et de tomates, c'est-à-dire de faire deux récoltes dans l'année.

Le projet d'achat de terres agricoles a été approuvé mais pas financé à la suite des événements de Novembre. Nous voulons acheter 40 manzanas (Ndt 30 hectares) pour 169 000 colones (25 000 dollars).

Nous avons de grandes difficultés économiques pour maintenir l'école et le dispensaire.

Avec les 3 000 dollars d'E.D.E.S. et les 900 de Amigos d'El Salvador, nous allons acheter du matériel scolaire et des médicaments pour la communauté.

Mentionons enfin qu'est financé le projet de production agricole pour 90. Nous attendons les pluies pour le mettre en exécution.

Nous pensons cultiver 65 manzanas de maïs, 50 de sorgho et produire des tomates, des navets et des haricots.

Tous ces projets couvriront les besoins de la communauté qui a été stimulée par les résultats positifs de la récolte de l'année dernière et pense produire plus d'excédents encore cette année.

LA DETTE EXTERIEURE SALVADORIENNE

Le Salvador n'est pas un pays très endetté si on le compare aux autres pays d'Amérique centrale. Sa dette représentait en 1987 1876 millions de dollars, soit la moitié de la dette du Nicaragua ou de celle du Guatemala.

Une dette essentiellement publique, envers les USA

Ce qui fait l'originalité de la dette salvadorienne, c'est qu'elle est à 70% publique, à long terme, et à des taux d'intérêt plutôt bas. Alors que les taux du marché oscillent le plus souvent entre 15 et 20%, bon nombre de prêts obtenus par le gouvernement salvadorien sont à 1 ou 2%, à vingt ou quarante ans, avec un délai de grâce de cinq ou dix ans.

On explique facilement ces conditions particulièrement avantageuses quand on connaît le prêteur. Que ce soit par l'intermédiaire de l'USAID (agence de développement du gouvernement nord-américain), de la BID (Banque interaméricaine de développement, où les USA ont 35% des voix et aucune difficultés à en obtenir d'autres), ou bien directement, Washington est de loin le principal bailleur de fonds du gouvernement salvadorien. Cette dette particulièrement avantageuse ne représente, de plus, pas toute l'aide apportée par les USA. Ainsi, les prêts ne représentent que 22% de l'apport d'USAID au Salvador. Les 78% restants, soit 2081 millions de dollars, sont des dons. Peu de pays ont autant de chances avec leurs banquiers...

C'est que celui-ci à des intérêts à défendre.

Dettes et guerre de basse intensité.

L'utilisation des fonds transitant entre Washington et San Salvador est la suivante: 30% sont destinés à des dépenses purement militaires (moyenne 1979-1985). Le reste, en application des préceptes de la guerre de basse intensité, qui posent que la contention d'une guérilla passe par le développement économique, est consacré au financement de projets et à la stabilisation d'une économie moribonde.

Outre le rétablissement annuel systématique des "grands équilibres", ce qui représente 63% de l'aide d'USAID, les Etats-Unis ont mis sur pied un programme de transformation structurelle de l'économie, qui représente 37% de cette même aide. Ses grandes lignes sont la réforme agraire (1980-1982),

La tenue de la seconde réunion pour l'annulation de la dette du tiers monde, un an après le "ça suffat comme ci" de juillet 1989, nous donne l'occasion d'examiner la dette très particulière du Salvador. Une dette qui traduit la mainmise des Etats-Unis dans les affaires intérieures du pays.

destinée à retirer au FMLN une partie de son soutien rural et un programme de promotion des exportations non traditionnelles, inspiré du rapport Kissinger (*Carribbean basin initiative*) de 1982, qui vise à faire du Salvador un exportateur de produits tropicaux, comme les fruits et les légumes, et de certains produits manufacturés.

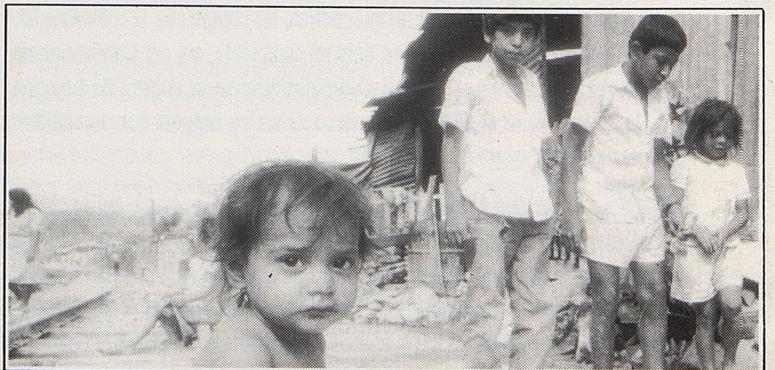
Une perte de souveraineté sans précédent

Les résultats de cette coûteuse assistance sont maigres. La réforme agraire a probablement complexifié le paysage agricole du pays, mais n'a pas pu enlever au FMLN un soutien rural incontestable. Son application partielle sous les pressions des grands propriétaires terriens, n'a pas non plus contribué effectivement à la déconcentration de la propriété de la terre.

La dynamisation de l'économie grâce à l'exportation de produits agricoles et industriels non traditionnels est elle aussi restée jusqu'ici sans effets notables.

La conséquence incontestable de cette aide massive reçue sous forme de prêts ou de dons par le gouvernement salvadorien reste la perte de souveraineté nationale. Les prêts et dons sont conditionnés par Washington, et l'USAID peut implanter comme elle l'entend certains programmes de développement, sans avoir de comptes à rendre au gouvernement salvadorien. L'exemple le plus célèbre est celui de la réforme agraire, décidée en 1980 par l'armée, en collaboration avec les services techniques de l'ambassade américaine sans même que le gouvernement salvadorien ait été consulté.

En ce sens, la dette salvadorienne, si particulière sous de nombreux aspects, est similaire à celle de tous les pays du tiers monde, elle exprime le pouvoir des nations opulentes.



QUELS ESPOIRS POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE AUJOURD'HUI ?

L'amère conclusion pour les guatémaltèques de plus de quatre années de gouvernement "civil" est que l'élection d'un gouvernement civil n'est pas synonyme de démocratie. Le pouvoir réel reste dans les mains des militaires et la répression et le non-respect des droits de l'homme ont été les caractéristiques d'un gouvernement en qui des centaines de milliers d'électeurs plaçaient leurs espoirs de paix et de justice en 1985. Au Guatemala, comme au Salvador, l'expérience quotidienne de la population diffère beaucoup du concept de nombreux gouvernements du monde qui ne se lassent pas de répéter que dans ces deux pays fleurit la démocratie avec Cerezo (président, démocrate-chrétien) et Cristiani à leur tête. Le gouvernement Cerezo, en s'engageant complètement dans le projet contre-insurrectionnel, a trahi les espoirs de l'électorat et la chance historique qui se présentait après seize années de gouvernement militaire. Les élections, certes, restent un mécanisme institutionnel nécessaire, mais les conditions qui peuvent garantir les élections libres n'existent pas.

Presque un million de paysans indigènes sont obligés d'appartenir aux "patrouilles d'auto-défense civile" et les pôles de développement sont sous le contrôle de l'armée.

Des centaines de milliers de paysans sont "déplacés" dans la capitale et d'autres villes ; la plupart ne possèdent pas de papiers et sont donc exclus du processus électoral. La situation à l'intérieur du pays s'est dégradée de façon tragique depuis un an : pendant la plus grande partie du mandat du président Cerezo ont continué les exécutions extra-judiciaires (individuelles et collectives), les disparitions forcées, les menaces, les traitements inhumains et dégradants, les actes destinés à terroriser la population (spécialement dans les rangs des organisations populaires), les attaques contre les médias et les journalistes, l'intimidation des organisations de défense des droits de l'homme. Le contrôle militaire de la population s'est renforcé, les escadrons de la mort ont fait leur réapparition, dans une totale impunité, la justice faisant preuve d'une inefficacité absolue. Pourtant, à Genève, lors de la session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, ce n'est pas un rapporteur spécial qui a été désigné, mais un simple expert... qui rédigera un rapport !!

Il ne faut pas oublier non plus que le Guatemala est un pays sous-développé dont l'économie est dépendante des pays du Nord, où le degré d'inégalité des ressources et des revenus est le plus élevé de toute l'Amérique Centrale et la répartition des terres la plus inégale de toute l'Amérique Latine. Si l'on tient compte de la mortalité infantile, de l'espérance de vie et de l'analphabétisme, le Guatemala a le taux de qualité de vie physique le plus bas d'Amérique Centrale et se situe au troisième rang en Amérique Latine, après Haïti et la Bolivie. Au Salvador, le taux d'alphabétisation et de médicalisation est plus élevé car la population indigène marginalisée y est beaucoup moins nombreuse. Par contre El Salvador est dans une situation d'arrière-cour des Etats-Unis plus nette que le Guatemala où ils interviennent masqués alors que l'aide apportée à l'armée salvadorienne est officielle. Cependant, à la différence de l'URNG*, le Front Farabundo Marti (FMLN) est reconnu internationalement. Malgré les différences, ce sont les mêmes souffrances que connaissent les deux peuples depuis des dizaines d'années et les assassinats et les violences sont hélas si nombreux qu'il est impossible d'en donner une relation détaillée.

Nous avons demandé à nos amis du collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre 75015 Paris, de faire le point sur la situation dans ce pays .

Les groupes paramilitaires et les patrouilles de défense civile s'attaquent actuellement aux associations humanitaires internationales, comme les Brigades de la Paix. Rappelons que le 12 janvier 90, Hector OQUELI, secrétaire général du MNR salvadorien (Parti Socialiste) était assassiné au Guatemala par les "escadrons de la mort" qui ont pu agir en toute impunité, jouissant de complicités certaines au sein des autorités guatémaltèques. Cependant, alors que la

vague de terreur et de répression augmente, on assiste dans le pays à des réactions plus vives de la part de vastes secteurs de la société. Des condamnations viennent de la hiérarchie catholique, de partis politiques, d'hommes d'affaires, de professionnels, de certains médias et même de quelques membres du gouvernement. La révolte devant la violence s'étend et cette prise de conscience résulte certainement du travail des groupes guatémaltèques qui luttent avec courage et ténacité pour les droits de l'homme. Un pessimisme excessif serait donc de mauvais aloi, le dialogue et la négociation sont toujours possibles. Une réunion s'est tenue à Oslo, du 26 au 30 mars, entre des représentants de la Commission Nationale de Réconciliation (CNR) et de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG, représentant la guérilla) qui est arrivée à un accord de base pour la recherche de la paix par des moyens politiques. Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno, évêque du Guatemala, président de la CNR, a été désigné comme "conciliateur" dont le rôle sera de promouvoir, gérer et animer des initiatives de dialogue, résumer les positions convergentes et divergentes et proposer des initiatives.

L'URNG et la CNR demandent à Mr Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU d'être observateur et garant du respect et de la réalisation des engagements pris par la réunion d'Oslo, que nous résumons ci-après :

- une réunion entre les représentants des partis politiques et de l'URNG aura lieu dans la deuxième quinzaine du mois de mai.
- des rencontres entre l'URNG et des représentants des organisations populaires, des instances religieuses, des organisations patronales se tiendront courant juin dans le but de trouver des solutions aux problèmes du pays.
- à une date non encore fixée auront lieu des conversations destinées à trouver une solution politique au conflit armé interne, entre des représentants du gouvernement et de l'armée ayant pouvoir de décision et le haut commandement de l'URNG.

La CNR participera à celles-ci comme observateur chargé de vérifier la bonne exécution des accords éventuels, dans le rôle qui lui a été dévolu par les accords d'Esquipulas d'août 1987. Au septième Sommet des Présidents d'Amérique Centrale qui a eu lieu à Montelimar (Nicaragua), le thème principal a bien entendu été la démobilisation de la "contra" après la défaite électorale des sandinistes. Mais les présidents se sont également engagés à soutenir les initiatives de négociation avec les guérillas révolutionnaires de la région. Ils se sont dits déterminés à l'incorporation des forces irrégulières à la vie politique et ont fait part de leur satisfaction devant la reprise du dialogue au Salvador et la conclusion des accords d'Oslo. La reconnaissance par le gouvernement et l'armée de l'existence d'un conflit armé interne au Guatemala est bien le point de départ de toute discussion positive.

MADELEINE LAGADEC: NOUS N'OUBLIONS PAS

Sa mémoire a été honorée à l'occasion de plusieurs rencontres, à Brest et en Bretagne mais aussi à Paris. Le Dr Marc Ingelbrecht, médecin responsable de la zone où travaillait Madeleine, a été entendu le 7 mars 1990, à Brest, par le juge d'instruction chargé de cette affaire à la suite de la plainte déposée par la famille de Madeleine. Il a présenté son témoignage, que nous publions dans ce bulletin, à de nombreuses personnalités, dont

Madame Danièle Mitterrand, présidente de l'association France Libertés,

M. Louis Joinet, du cabinet du Premier Ministre,

M. J.C. Heiman, du cabinet de M. Alain Madelin
(dont nous publions la lettre),

M. F. Cuillandre, du cabinet de M. Le Pensec,

M. Sieser Gaillardin, directeur Amériques du Quai d'Orsay,

M. S. Telle, du cabinet de M. Kouchner,

M. D. Bernard, du cabinet de M. Fabius.

Le 28 avril il était reçu par le maire de Brest et un débat public a réuni dans la soirée cinq cents personnes dans cette ville.

En hommage à Madeleine, à l'occasion du premier anniversaire de sa mort, le collectif "Madeleine Lagadec" de Brest a publié un recueil de ses lettres, accompagné d'une nouvelle écrite par Marc Ingelbrecht, "Pardon et Oubli?"* et le livre de Francisco METZI, "Par les chemins du Chalatenango, avec la santé dans le paquetage" a été édité par E.D.E.S.**

* Disponible auprès du Collectif Madeleine Lagadec, 67 rue du Commandant Challe, 29490 Guipavas et chez E.D.E.S. Prix : 40Frs plus port.

** Disponible chez E.D.E.S., 7 passage Cottin 75018 Paris. Prix : 40 Frs plus port.

Le quinze avril 1989, Madeleine était assassinée par les parachutistes du colonel Bustillo près de San Vicente.



PAR LES CHEMINS DU CHALATENANGO

Par les chemins du Chalatenango. Avec la santé dans le paquetage" ne sont pas les mémoires d'un "internationaliste" mais le récit fidèle des difficultés immenses qu'a rencontrées Francisco Metz, médecin belge, pendant son séjour de trois ans dans les zones de guerre du Salvador, mais aussi des résultats enthousiasmants dont il a été le témoin.

Sa prétention est que, lorsqu'on parle des "héros et martyrs", on pense à ces femmes et à ces hommes qu'il nous présente. Son récit nous aide à comprendre cette guerre à travers des images concrètes comme celles d'El Jocotillo, d'El Jicarito et Tequeque avec leurs champs de maïs, leurs dispensaires et leur profond besoin de libération.

La lutte pour la santé tient une place importante dans ce livre puisqu'il s'agit du travail spécifique de l'auteur pendant ces trois années. Il voit la santé comme une fenêtre par laquelle on découvre cette société salvadorienne en pleine mutation dans les zones sous contrôle de la guérilla.

Après avoir écrit ce livre, l'auteur a rempli son sac à dos de médicaments et de matériel chirurgical et est reparti vers la terre du Salvador, espérant que la solidarité internationale sera stimulée par son témoignage.

L'ouvrage a été traduit par Thierry Davo et édité par E.D.E.S., 7, passage Cottin 75018 Paris. Prix : 40 Francs plus port.



PHOTO: GERARD GUIT/CIRIC

LETTRE DE MONSIEUR ALAIN MADELIN*
A MONSIEUR MICHEL ROCARD

Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets d'attirer à nouveau votre attention sur les circonstances suspectes de la mort de Madeleine LAGADEC, infirmière française travaillant au Salvador, dans une équipe de santé, dans les zones de ce pays placées sous le contrôle des forces de la guérilla.

*Je viens de rencontrer le Docteur Marc INGELBRECHT, médecin belge qui se trouvait sur place au moment des faits, le 15 avril 1989 ; son témoignage, joint aux conclusions de l'autopsie du corps de Madeleine LAGADEC à la demande du Parquet de Brest, rend évident que Madeleine LAGADEC a été violée, torturée, assassinée et mutilée par des éléments incontrôlés de l'armée salvadorienne.***

Je sais que vous avez fait ce qu'il fallait pour faciliter les démarches de la famille et lui permettre de rapatrier le corps dans les meilleurs délais.

Cependant, cette affaire est très douloureusement ressentie en Bretagne, où de nombreuses associations s'étonnent du silence du gouvernement français devant cette évidente violation des droits de l'homme, particulièrement symbolique en 1989.

Je vous demande de bien vouloir adresser au Salvador une protestation publique du gouvernement français contre l'assassinat sauvage de Madeleine LAGADEC et l'attaque d'un hôpital de campagne, en violation des Conventions de Genève.

Je vous remercie par avance de l'intérêt que vous voudrez bien porter à cette pénible affaire et des suites que vous voudrez bien donner à ma demande

Je vous prie etc...

* Ancien ministre, député (UDF) d'Ille et Vilaine, conseiller régional de Bretagne.

** Note de la rédaction : les auteurs du crime ne sont pas "des éléments incontrôlés" mais un bataillon de parachutistes en opération, en liaison radio permanente avec l'Etat-Major.

Fin mars a été adoptée à Cracovie une charte européenne de l'action humanitaire à l'occasion de rencontres auxquelles participait M. KOUCHNER, Secrétaire d'Etat. Voici quelques extraits de ce texte, auquel nous donnons notre adhésion sans réserve :

"Considérant que l'action humanitaire doit s'exercer au bénéfice de son prochain comme de son lointain, chez soi et chez les autres,....Je m'engage à tout mettre en oeuvre pour que soit appliqué le droit des organisations non-gouvernementales de secours, agissant de manière impartiale, à porter cette assistance humanitaire aux victimes, sans discrimination et en toutes circonstances.... J'affirme que le principe de non-ingérence s'arrête à l'endroit précis où naît le risque de non-assistance.

Que l'on cache l'horreur, je m'engage à témoigner.

Que renaisse la barbarie, je m'engage à la combattre."

L'absence de réponse de M. KOUCHNER aux lettres de la famille de Madeleine, son refus d'examiner un dossier qui prouve la barbarie de l'armée d'El Salvador, semblent indiquer qu'il estime que la charte ne concerne que l'Europe.

TEMOIGNAGE DU DOCTEUR MARC INGELBRECHT

Le 13 avril 1990, cinq combattants du FMLN ont été blessés dans une embuscade. Tout de suite après, une unité spécialisée de la cinquième brigade de l'armée salvadorienne (FOSAT : Force d'Opérations psychologiques Anti-Terroristes) a commencé à pister les blessés. L'hôpital de campagne a été informé de l'arrivée imminente de cinq blessés dont un grave et du fait que des unités ennemies à leur poursuite avaient été détectées. Nous avons reçu l'ordre de changer d'emplacement l'hôpital pour des raisons de sécurité. Après avoir trouvé un autre lieu, les blessés sont arrivés et nous avons commencé à les soigner. Ce soir là, le commandement de la zone nous a fait savoir que des unités PRAL (Patrouilles de Reconnaissance de Longue Portée) avaient été détectées. Ces patrouilles servent à situer les objectifs et à préparer les opérations des forces aériennes.

Le 14 avril, nous avons de nouveau déplacé l'hôpital au cas où les unités PRAL nous auraient repérés. Nous avons installé notre hôpital de campagne dans un nouvel endroit à partir de deux heures de l'après-midi. C'est alors qu'on a décidé d'envoyer le blessé grave à l'hôpital clandestin de la zone car la pression militaire ne nous permettait pas de le maintenir dans l'hôpital de campagne, à cause du problème de mobilité en cas d'attaque. A six heures du soir, je suis parti avec le blessé et deux auxiliaires de santé vers l'hôpital clandestin situé à cinq kms de là. Madeleine est restée avec le médecin argentin, quatre auxiliaires de santé et six blessés.

Le 15 avril, à huit heures du matin, les forces aériennes ont commencé l'attaque de l'hôpital de campagne avec deux avions à réaction A37, deux hélicoptères lance-roquettes et un hélicoptère d'observation. Ils ont bombardé et lancé des roquettes sur l'hôpital et tout autour. Pendant cette attaque aérienne a été grièvement blessée l'auxiliaire de santé Maria Cristina Hernandez (qui était aussi opératrice de radiocommunication). Madeleine a commencé à lui donner les premiers soins. A ce moment, sont arrivés sept hélicoptères de transport de troupes qui ont débarqué une cinquantaine de parachutistes.

Un garçon de surnom Edwin était resté avec Madeleine. Quand il a vu les parachutistes, il a averti Madeleine pour lui dire de s'en aller.



PHOTO: GERARD GUITCIRIC

Madeleine a répondu qu'elle ne pouvait pas. Edwin lui a alors demandé si elle était blessée. Elle a répondu que non mais qu'elle ne pouvait pas laisser Maria Cristina blessée.

A ce moment-là, les parachutistes sont arrivés et Edwin a combattu pendant quelques secondes pour se replier. C'est Edwin qui m'a donné son témoignage sur cette partie de l'attaque.

Une des auxiliaires de santé, Yolanda Acorta Melgar, s'était cachée avec un blessé à cent mètres de l'endroit où ont été capturés Madeleine, Maria Cristina, Clelia Laetitia et Gustavo, le médecin argentin. C'est cette auxiliaire qui m'a rapporté ce qu'elle a entendu :

Au moment de la capture, les soldats ont demandé l'identité de leurs prisonniers. Madeleine et Gustavo ont donné leur identité et leur nationalité.

L'officier en a informé son supérieur par radio. Après quelques minutes, l'officier a reçu une réponse que Yolanda n'a pas entendue. Après la communication, l'officier a dit à ses soldats qu'ils n'allaient pas emmener les prisonniers mais qu'il fallait les obliger à donner un maximum d'informations.

Ils ont alors commencé l'interrogatoire mais comme ils n'ont pas eu de réponse, ils ont commencé à donner des coups. Un soldat a dit à l'officier qu'on ne pouvait pas laisser ces jolies filles sans rien faire. Ils leur ont donné l'ordre de se déshabiller, ce qu'elles n'ont pas voulu faire. Peu après, Yolanda a entendu les cris et les protestations de Madeleine et de Maria Cristina et les rires des soldats. Puis elle a entendu les cris épouvantables des trois femmes et du médecin argentin et, après, les coups de feu des fusils M16. Ensuite, elle n'a plus entendu que les soldats qui riaient.

A neuf heures du matin, est arrivé un hélicoptère avec les journalistes de COPREFA (Comité de Presse des Forces Armées) qui ont fait des photos. Ils sont repartis quinze minutes plus tard. Les soldats ont été récupérés par les hélicoptères vers dix heures du matin.

C'est vers 10h30 que les mêmes hélicoptères ont attaqué les alentours de l'hôpital clandestin où je me trouvais, cherchant à entrer en communication radio avec l'hôpital de campagne. Cependant, ils ne nous ont pas repérés, ce qui fait que nous n'avons pas eu d'autre problème.

Le matin du 17 avril, nous avons entendu à la radio nationale le communiqué de COPREFA qui annonçait la mort de deux étrangers et donnait leurs noms. Je dois préciser que ni Madeleine ni Gustavo n'avaient de papiers sur eux. Ils n'ont donc pu connaître leurs noms qu'en les interrogeant.

Le 17 dans l'après-midi nous sommes allés à l'endroit de l'attaque où nous avons trouvé les corps de Madeleine, Maria Cristina, Clelia Laetitia, Gustavo et Carlos. Madeleine et Maria Cristina avaient le pantalon et le slip baissés jusqu'aux genoux. Les quatre premières personnes ont été assassinées d'une balle dans la tête. Nous avons enlevé les corps de Madeleine et de Gustavo parce que nous étions sûrs que l'ennemi allait chercher à les faire disparaître pour ne pas laisser de preuves.

Le 24 avril, nous avons remis à l'Ambassadeur de France et au Consul d'Argentine, en présence de la Croix-Rouge Internationale, les corps de Madeleine et de Gustavo. A cette occasion, j'ai pu remettre la lettre résumant les témoignages que j'avais recueillis. J'ai aussi parlé longuement avec l'Ambassadeur de France. L'armée n'a pas laissé passer une délégation de Tutela Legal, venue pour enquêter (Tutela Legal est le service juridique de l'Archevêché de San Salvador). Ce même soir, Maria Julia Hernandez, directrice de Tutela Legal, a déclaré que l'armée avait quelque chose à cacher puisqu'elle ne les avait pas laissés passer.

Je réaffirme ici que les déclarations de l'armée salvadorienne, voulant laisser croire que les cinq personnes sont mortes au cours d'un combat, ne sont que des mensonges. Il faut savoir que l'attaque des hôpitaux du FMLN est une constante dans la stratégie des Forces Armées. Il y a des dizaines d'exemples, dont celui de l'attaque, début 89, d'un hôpital de Chalatenango

où ont été capturées, torturées, violées et assassinées dix personnes dont une femme médecin de nationalité mexicaine. De plus, il y a une longue histoire de cruautés exercées par les Forces Armées à l'encontre des prisonniers mais aussi de la population civile.

Je suis sûr que l'attaque de l'hôpital a été une action préméditée, préparée par les forces PRAL et exécutée par les parachutistes. Du point de vue de la hiérarchie militaire, c'est le général Villamariona, commandant en second et chef des opérations de la Force Aérienne à ce moment-là qui a dû donner l'ordre d'assassiner les prisonniers.

J'ai été étonné, et je le suis toujours, que le Gouvernement Français et la Justice Française n'aient pas porté plus d'intérêt à poursuivre les responsables de ce meurtre et de ces actes de barbarie.

J'espère que ce témoignage permettra que justice soit faite et qu'ainsi Madeleine ne soit pas morte en vain.

Beaucoup de Salvadoriens sont morts dans des circonstances similaires. Le pouvoir salvadorien a toujours couvert les exactions des forces armées. Il serait grave que le gouvernement français, par son apathie, cautionne ces pratiques.

Il faut savoir rendre justice à Madeleine, c'est un premier pas pour exiger la justice pour tous les Salvadoriens qui, comme elle, ont été et sont toujours victimes d'une répression féroce.



Début 1991, E.D.E.S. publiera une anthologie de la poésie salvadorienne bilingue, la traduction étant assurée par Maria Poumier, traductrice de "Un dia en la vida" ("Un jour comme tant d'autres"). Nous publions ci-dessous deux poèmes du recueil qui comportera environ 400 pages qui aura pour titre "Quizas tu nombre salve" ("Et si ton nom sauvait").

PATRIA EXACTA

Esta es mi Patria:
un monton de hombres; millones
de hombres; un panal de hombres
que no saben siquiera
de donde viene el semen
de sus vidas
inmensamente amargas.

Esta es mi Patria:
un rio de dolor que va en camisa
y un puño de ladrones
asaltando
en pleno dia
la sangre de los pobres.

Cada Gerente de las Compañías
es un pirata a sueldo; cada
Ministro del Gobierno Democrático
un demagogo
que hace discursos y que el pueblo
apenas los entiende.

Ayer oí decir a uno de los técnicos
expertos en cuestiones
económicas, que todo
marcha bien; que las divisas
en oro de la patria
iluminan las noches
de Washington; que nuestro crédito
es maravilloso; que la balanza
comercial es favorable; que el precio
del café se mantendrá
como una aguililla ascendiendo y que somos
un pueblo feliz que vive y canta.

Así marcha y camina la mentira entre nosotros.
Así las actitudes de los irresponsables.
Y así el mundo ficticio donde cantan
como canarios tísicos,
tres o cuatro poetas,
empleados del Gobierno.

Digan, griten, poetas del alpiste.
Digan la verdad que nos asedia.
Digan que somos un pueblo desnutrido.
Que la leche y la carne se la reparten
entre ustedes
después que se han hartado
los dirigentes de la cosa pública.

Digan que el rabano no llega
hasta las masas pobres; que diariamente
mueren cientos sin asistencia médica
y que hay mujeres que dejan
la uva de su vientre
a plena flor de calle.

Digan que somos lo que somos:
un pueblo doloroso,
un pueblo analfabeto,
desnutrido y sin embargo fuerte
porque otro pueblo ya se habría muerto.

Digan que somos, eso sí, un pueblo excepcional
que ama la libertad muy a pesar del hambre
en que agoniza.

PATRIE EXACTE

Je vous présente ma Patrie :
un tas de gens ; des millions
d'hommes ; une ruche d'hommes
qui ne savent même pas
d'où vient le sperme
de leurs vies
immensément amères.

C'est cela ma Patrie :
un fleuve de douleur en chemise
et une poignée de voleurs
qui prennent d'assaut
au grand jour
le sang des pauvres.

Chaque Gérant des Compagnies
est un pirate à gages ; chaque
Ministre du Gouvernement Démocratique
un démagogue
qui discourt et que le peuple
comprend à peine.

Hier j'entendais dire à l'un des techniciens
experts en questions
économiques, que tout
va bien ; que les devises
en or de la patrie
illuminent les nuits
de Washington ; que notre crédit
est merveilleux ; que la balance
commerciale est favorable ; que le prix
du café se maintiendra
comme un aigle montant et que nous sommes
un peuple heureux qui vit et qui chante.

Ainsi marche et chemine le mensonge parmi nous.
Ainsi font les irresponsables.
Ainsi le monde factice où chantent
comme des canaris phthisiques
trois ou quatre poètes,
employés du Gouvernement.

Dites, criez, poètes que l'on nourrit.
Dites la vérité qui nous assiège.
Dites que nous sommes un peuple famélique.
Que le lait et la viande vous vous les partagez
entre vous
lorsque sont bien gavés
les dirigeants de la chose publique.

Dites que les radis n'arrivent pas
jusqu'aux mains pauvres ; que tous les jours
il meurt des centaines de gens sans assistance
et qu'il y a des femmes qui laissent
le fruit de leur ventre
à fleur de rue.

Dites ce que nous sommes :
un peuple douloureux,
un peuple analphabète,
famélique et pourtant fort
parce qu'un autre peuple serait déjà mort.

Dites que nous sommes, ça oui, un peuple exceptionnel
qui aime la liberté en dépit de la faim
dans laquelle il agonise.

LAS FLORES DE CEDRO

Ha soltado sus flores el cedro de enfrente.
Sus flores muy duras y oscuras
como la suerte de mi país.
Y no tienen aroma.
Como si prefirieran reservar su fragancia
para tiempos mejores.

Unas caen en los patios de las casas;
otras, en los tejados, en los aleros.
La mayor parte se pierde en la calle.
Los niños pobres de los suburbios
recojen las que pueden cuando pasen a la escuela.
y mientras suben la empinada cuesta
van arrancando pétalos.
uno... dos... tres... cuatro... cinco...
Luego le dan un puntapié a lo que queda.

Yo me quedo muy triste
al ver los pétalos regados
pensando en lo que pasara cuando le arranquen
el último a mi país.

LES FLEURS DU CEDRE

Les fleurs du cèdre d'en face sont tombées.
Ce sont des fleurs obscures et très dures
comme le sort de mon pays.
Elles n'ont pas d'odeur.
Comme si elles préféraient réserver leur parfum
pour des temps meilleurs.

Les unes tombent dans les cours des maisons ;
et d'autres, sur les toits, les auvents.
La plus grande partie se perd dans la rue.

Les enfants pauvres des faubourgs
en ramassent tant qu'ils peuvent en allant à l'école.
et tout en remontant la côte raide
ils arrachent les pétales...
un... deux... trois... quatre... cinq...
Puis ils donnent un coup de pied dans ce qui reste.

Et moi je suis tout triste
de voir les pétales partout
en pensant à ce qui arrivera quand ils auront arraché
son dernier pétale à mon pays.



Rafael Mendoza

COMITÉ DE RÉDACTION

Yves Lobel - Jean Sepet
Jean-Marc Touzard - Hélène Loyon - Anne-Françoise Bello - Michaël Löwy

Conception Graphique, Mise en page PAO : Jorge Palmucci
Impression : Imprimerie Spéciale